

jeudi, 04 juillet 2013 13:33

Syrie : les acteurs extérieurs de plus en plus divisés

IRIB- M. Sabah Zanganeh, experts du Moyen-Orient analyse, dans une interview, la division entre les dirigeants arabes et l'union européenne...

en ce qui concerne les efforts visant à armer et financer l'opposition au gouvernement syrien.

- Dans leur réunion commune à Manama, capitale de Bahreïn, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et du Conseil de coopération du golfe Persique se sont longuement parlé de la crise syrienne. Quelles sont les différences de vue entre les Européens et les ays arabes au sujet d'armement des rebelles syriens ?



S. Zanganeh : L'Arabie saoudite est pour l'octroi des aides militaires aux groupes laïcs, et certaines aides indirectes au Front Al-Nosra. Mais les Qataris sont pour la livraison d'armes aux groupes liés aux Frères musulmans. Riyad exige que la livraison des aides militaires aux opposants au gouvernement du président Bachar al-Assad soient coordonnées par l'Arabie saoudite, mais le Qatar demande qu'un rôle plus important lui soit donné pour intervenir dans les affaires intérieures de la Syrie. En plus, l'Arabie saoudite préfèrent que les armements soient livrés aux rebelles par l'intermédiaire du Liban et de la Jordanie, tandis que les Qataris veulent que la Turquie joue ce rôle.

Quant aux Européens, certains pays membres de l'Union européenne s'opposent à l'idée de livrer des armes aux rebelles qui se battent contre le gouvernement de Damas. Pourtant des pays comme la France et la Grande-Bretagne s'y engagent. Il y a des personnalités européennes qui croient que la livraison d'armements aux rebelles doit être canalisée de sorte que les groupes liés à al-Qaïda, et les terroristes du Front Al-Nosra n'y aient pas d'accès. Ils s'inquiètent de voir plus tard ces individus tourner leurs armes contre les intérêts occidentaux pour déstabiliser les pays européens. Des discussions se portaient aussi sur le type d'armes à livrer aux rebelles en Syrie. Fait-il par exemple les offrir d'armements lourds ? Le souci principal vient de l'absence de confiance aux groupes extrémistes qui sont nombreux dans le rang de l'opposition armée au gouvernement du président syrien Bachar al-Assad.

- Les dirigeants européens et arabes se sont-ils mis d'accord sur le choix du leader de l'opposition au gouvernement syrien ?

S. Zanganeh : Non. La France préfère que la direction de l'opposition syrienne soit confiée à l'une des personnalités qui séjournèrent pendant un temps en France. Le Qatar cherche à confier la direction des opposants aux éléments islamistes proches des Frères musulmans. En outre, les Européens et les Arabes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la composition de la direction, notamment en ce qui concerne le nombre des postes à confier aux extrémistes ou aux laïcs.

- Les discussions de Manama se portaient aussi sur l'Iran. Les pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique ont parlé de la possibilité d'un rapprochement avec Téhéran après l'élection présidentielle de 14 juin. Croyez-vous que le futur gouvernement du président élu, Hassan Rohani, pourrait améliorer les relations de Téhéran avec les pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique ?

S. Zanganeh : Il y a plusieurs sujets sur lesquels l'Iran et les pays membres du Conseil de coopération du golfe Persique ont des points de vue différents. Pour résoudre les différends au sujet de l'Irak, la Syrie, le Liban, la Palestine, Bahreïn et le Yémen, les pays du CCGP devront faire preuve de transparence, de responsabilité et de courage dans leurs négociations avec la République islamique d'Iran. Les deux parties doivent essayer de s'entendre sur un point crucial : le droit des peuples à l'autodétermination.

- Les participants à la réunion de Manama se sont échangé des points de vue sur la question de la Palestine. A quel point la vision des Européens s'accordent avec celle des pays membres du CCGP ?

S. Zanganeh : En réalité, depuis longtemps les acteurs régionaux et internationaux ne veulent plus résoudre la question de la Palestine mais se contentent uniquement d'essayer de trouver une gestion de la crise. Les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux et arabes savent qu'ils ne pourront plus trouver une solution à la crise palestinienne, car le régime israélien viole toutes les normes et tous ses engagements dans le cadre du processus de compromis.

Ajouter un Commentaire

Nom (obligatoire)

Adresse email

Url de votre site Web ou Blog

1000 Caractères restants

Recevoir une notification par email lorsqu'une réponse est postée



Rafraîchir

Enregistrer
